



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France  
Unité départementale de Seine-et-Marne**

Unité départementale de Seine-et-Marne

SAVIGNY LE TEMPLE, le 01/08/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SAINT GOBAIN WEBER FRANCE**

144 avenue Carnot  
RN 7

77140 ST PIERRE LES NEMOURS

Références : 221612

Code AIOT : 0006508684

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/07/2022 dans l'établissement SAINT GOBAIN WEBER FRANCE implanté 144 avenue carnot RN 7 77140 ST PIERRE LES NEMOURS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été menée suite à des non conformités relevées concernant les rejets acqueux du site en 2021 déclarés sur l'application GIDAF.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAINT GOBAIN WEBER FRANCE
- 144 avenue carnot RN 7 77140 ST PIERRE LES NEMOURS
- Code AIOT : 0006508684
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'installation est une unité de production d'enduits et de mortiers et d'un atelier de fabrication de pré mélanges sur la commune de Saint Pierre Les Nemours autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation d'exploité de 2008.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Rejets acqueux du site
- Défense incendie
- Construction d'un bâtiment de stockage en limite de site

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
11	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 30/07/2008, article 7.5.3.	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
14	Porter à connaissance une modification notable d'une ICPE	Code de l'environnement du 08/01/2020	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	/	Sans objet
2	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
7	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet
8	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
10	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet
13	CONSIGNES DE SECURITE	Arrêté Préfectoral du 30/07/2008, article 7.5.4.	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation est globalement bien tenue. Des non conformités avaient été constatées sur GIDAF mais l'exploitant a mis en place des dispositions correctives immédiatement afin de régler celles-ci. Au cours de la visite, deux points ont été communiqués à l'exploitant, celui-ci devra y répondre rapidement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> La dernière mise à jour du plan des réseaux date de 2009. L'exploitant a indiqué qu'aucune modification n'a été apportée depuis.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Conditions de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de rejet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
<b>Constats :</b> Les eaux sont rejetées dans l'étang des grands prés après traitement par des séparateurs hydrocarbures.  L'aspect visuel de l'étang n'a pas mis en évidence de pollution visuelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 7 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dépassements et actions correctives
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Lors de dépassements, l'exploitant met en place des mesures correctives.  En 2021, il a indiqué avoir planifié un curage sur le point de rejet 5 (rejet eaux pluviales).  Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir renouvelés les séparateurs hydrocarbures. L'exploitant a indiqué que les résultats de 2022 sont conformes. Il devra les transmettre à l'inspection dès réception.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 8 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission GIDAF
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
<b>Constats :</b> L'exploitant transmet les résultats d'autosurveillance des eaux sur la plateforme GIDAF annuellement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Recalage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle de recalage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.
<b>Constats :</b> deux fois par an, la surveillance des eaux est effectuée par la société AQUAMESURE.
Le dernier contrôle a été effectué le 8 juin 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/07/2008, article 7.5.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, DECI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 5 appareils d'incendie (bouches, poteaux...)</li> <li>[...]</li> <li>- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,</li> <li>- des extincteurs mobiles, portatifs à eau pulvérisée de 6 litres minimum ou en cas de risque électrique, à poudre de 6 kilogrammes répartis judicieusement à raison d'un appareil pour 200m° de plancher, avec un minimum d'un appareil par niveau,</li> <li>[...]</li> <li>- Disposer d'une plate-forme d'aspiration pour 120 m3 d'eau conforme aux dispositions de l'annexe ci-jointe au rapport du SDIS en date du 05 décembre 2007.</li> </ul> <p>Les moyens de défense extérieure contre l'incendie de l'établissement (hydrants) doivent être réceptionnés dès leur mise en eau en présence d'un représentant du service départemental d'incendie et de secours qui peut être le chef du centre d'incendie et de secours de Montereau-Fault-Yonne. [...]</p>
<p><b>Constats :</b>  Le site dispose pour sa défense incendie de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 5 poteaux incendie dont le contrôle a été effectué en 2021. L'exploitant s'est rapproché de la mairie afin de s'assurer du bon suivi des poteaux incendie disponible pour la défense de son site ;</li> <li>- des extincteurs sont répartis sur le site. La société SICLI les contrôle annuellement.</li> <li>- une plateforme d'aspiration est également présente sur la site.</li> </ul> <p>Il a été constaté le jour de la visite la présence de stockage (palettes) sur la zone d'accès pompier matérialisée au sol au niveau de la plateforme. Il a été indiqué que l'espace allait être de suite libéré d'accès et qu'une consigne/procédure afin de laisser la zone toujours accessible pour les secours allait être mise en place.</p> <p>L'exploitant devra transmettre cette consigne et libérer l'accès à la plateforme.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 13 : CONSIGNES DE SECURITE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/07/2008, article 7.5.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,</li> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),</li> <li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,</li> <li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,</li> <li>- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.</li> </ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis en place de nombreuses consignes de sécurité visible et répartis sur tout le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/01/2020
<b>Thème(s) :</b> Autre, Porter à connaissance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</p> <p>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
<p><b>Constats :</b> Il a été constaté le jour de la visite la présence d'un nouveau bâtiment de stockage mis en place sans consultation préalable de l'inspection.</p> <p>Il a été rappelé à l'exploitant que toute modification notable apportée à une ICPE soumise à autorisation doit être portée à la connaissance du Préfet (article L.181-14 du Code de l'environnement). Celle-ci doit faire l'objet d'un porter à connaissance avant la réalisation de celle-ci.</p> <p>Le bâtiment de stockage vu le jour de la visite est en bordure de site.  L'exploitant devra se positionner quant au respect de la réglementation applicable pour la présence de ce stockage en bordure de site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois